

Si quelqu'un s'était astreint à réfléchir à la question, il aurait pu mettre au point une formule beaucoup plus simple pour les paiements de transfert. Cela aurait éliminé beaucoup de paperasserie et probablement allégé la charge de travail de certaines personnes. Certains postes de fonctionnaires seraient même peut-être ainsi devenus inutiles.

A cause de ce projet de loi, les provinces auront moins d'argent à dépenser pour l'enseignement postsecondaire. C'est la question dont je voulais parler, en m'intéressant particulièrement à l'agriculture. Je suis heureux de constater la présence du ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Il a déclaré que nos connaissances actuelles étaient suffisantes pour permettre une augmentation de production de 30 p. 100 dans les Prairies. A mon avis, si le ministre allait répandre dans cette région ce qu'il nous sert de temps à autre, les céréales et l'azote supplémentaire qui seraient ainsi produits pourraient même entraîner une augmentation des rendements supérieure à 30 p. 100. Il n'y a pas besoin de gros moyens techniques pour cela. Il suffit d'une bonne quantité de ce que le ministre nous sort de temps à autre.

M. Whelan: Je suis fier de dire que cet esprit-là est productif. Je n'en dirais pas autant du vôtre.

M. Mayer: Pour la gouverne du ministre, je n'ai pas encore terminé. Il ignore encore si ce que je vais dire a de l'importance ou pas. J'estime que le ministre a avancé d'excellents arguments lorsqu'il a répondu à certains de mes collègues. Je crois même qu'il aurait apporté de l'eau au moulin de tous ceux qui veulent voter contre cette mesure s'il était au moins au courant de ce dont il parlait.

M. Huntington: S'il savait aussi de quoi il est question dans le projet de loi.

M. Mayer: C'est exact. Mais c'est un autre problème. Ce qui va arriver, nous sommes déjà en mesure de le constater. Nous allons assister à une hausse des inscriptions dans les établissements d'enseignement postsecondaire. Mon collègue de Saskatoon a mentionné le cas de Greystones à Saskatoon, où j'ai fait mes études. J'en suis fier. Cet établissement a fort bonne réputation sous bien des rapports, surtout dans le domaine agricole. J'étais fort content qu'on le reconnaisse aujourd'hui.

Quand l'économie bat de l'aile, les inscriptions universitaires augmentent. Les étudiants considèrent qu'il vivent dans un pays d'avenir. Ce n'est pas pour demain ou après-demain qu'on s'instruit, c'est en prévision de l'avenir.

Les jeunes considèrent donc, de toute évidence, qu'il y a moyen de se tailler une place dans notre pays. Ils veulent fréquenter l'université pour s'instruire davantage. Au demeurant, je crois que nous devrions songer à ce que les gens pensaient lorsqu'ils fréquentaient les universités dans les années 1930. Il y en a eu qui ont décroché des diplômes universitaires à cette époque. Et pourtant, les perspectives n'étaient guère reluisantes. Je suis trop jeune pour me rappeler ce que la vie a dû être à ce moment-là, mais j'en ai connu qui en sont restés marqués et physiquement et moralement. Les étudiants de l'époque avaient confiance dans l'avenir de leur pays et ceux d'aujourd'hui ne pensent pas autrement. Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir s'instruire.

Mais le gouvernement choisit le moment même où les étudiants n'ont jamais été aussi nombreux pour pratiquer des compressions dans les subventions accordées aux universités. Et cette décision aura une double conséquence. D'une part, elle

favorisera les plus riches ou empêchera les autres de s'inscrire à l'université. D'autre part, elle fera baisser la qualité dans le domaine de l'enseignement.

Pareille situation entraîne des problèmes auxquels il faut remédier. Nous devons faire un examen de conscience pour établir notre ordre de priorités. Je ne voudrais pas être méchant, mais allons-nous consacrer le plus gros de nos efforts à ressusciter les dinosaures que sont certaines industries? Faut-il vraiment dépenser littéralement des milliards de dollars pour renflouer une société comme Canadair? Faut-il vraiment dépenser des centaines de millions de dollars pour d'autres entreprises à risques? Je pourrais citer bien d'autres établissements ou entreprises qui ont profité des largesses du gouvernement. Dieu seul sait pourquoi. Dépenser pour dépenser, autant le faire où cela rapporte. Quand on se trouve aux prises avec un fort déficit qui s'élargit s'en cesse, il faut être circonspect en songeant à l'avenir et non pas ouvrir les cordons de la bourse pour financer de vieilles entreprises dépassées.

Nous sommes un peuple relativement jeune. J'ai grandi au centre de la Saskatchewan et j'ai eu l'occasion de labourer des terres qui ne l'avaient jamais été. C'était la frontière. C'était une période extrêmement stimulante. A bien des égards, nous vivons maintenant une période tout aussi passionnante, mais cette fois la frontière, c'est la révolution technologique. C'est une frontière de l'esprit. C'est le genre de chose que le gouvernement a décidé de ne pas soutenir. Il l'a fait savoir quand il a dit qu'il diminuerait les crédits à l'enseignement postsecondaire. Non pas que l'on doive s'abstenir de juger ce qui se passe dans les tours d'ivoire des universités. Il y a des choses qui peuvent être supprimées et il est certain qu'on peut améliorer l'efficacité. Mais consacrer de l'argent à un problème ne suffit pas à le résoudre.

Le gouvernement fédéral peut non seulement fournir de l'argent mais aussi jouer, s'il le veut, un rôle de leader dans d'autres domaines. Par exemple, le ministère de l'Agriculture—et j'en félicite le ministre—consacre beaucoup de crédits à la recherche. En plus, le gouvernement fédéral pourrait participer à la coordination des travaux de recherche agricole et à la mobilisation d'autres personnes pour travailler dans ce domaine. On fait déjà de la recherche.

Le mois dernier j'ai eu l'occasion de visiter quatre ou cinq campus universitaires et j'ai parlé à certaines des personnes qui travaillent dans le domaine de la biotechnologie et du génie génétique. On ne les considère pas comme des chercheurs agricoles, mais pourtant, elles travaillent à quelque chose qui profitera à l'agriculture de l'avenir. La biotechnologie et le génie génétique auront des conséquences importantes pour la médecine et l'agriculture. Parce que ces gens ne sont pas considérés comme des chercheurs agricoles, ils ne contribuent pas autant qu'ils pourraient le faire à l'avenir de l'agriculture.

Pour cette raison et à cause de son absence de leadership, le gouvernement fédéral semble avoir, à bien des égards, une attitude de colonisé. Nous avons une frontière. Nous n'aimons pas nous faire traiter de colonisés, cela nous blesse à cause de l'attitude qu'on associait habituellement à cette condition. Nous n'aimons pas nous voir en coupeurs de bois et pousseurs d'eau, ce qui est certainement lié à notre mentalité de colonisés. Mais pourtant, c'est exactement ce que nous faisons.